

Mise à part l'ouverture d'ambassades, l'étape préalable de l'établissement de relations diplomatiques officielles était annoncée le 2 février dans le cas de Bahreïn, de Qatar, du Sultanat d'Oman et des Émirats arabes unis. L'ambassadeur du Canada résidant à Téhéran sera le représentant du Canada accrédité auprès de ces États. Nous avons aussi accepté d'établir des relations diplomatiques avec les deux Yémens, soit la République arabe et la République populaire démocratique, avec lesquels nous avons déjà établi des relations commerciales. Ainsi se trouvent établies des relations officielles avec tous les pays du Proche-Orient.

Au niveau intergouvernemental, nous souhaiterions encourager les discussions visant à:

- assurer l'approvisionnement mondial en pétrole;
- décourager l'utilisation du pétrole et d'autres produits à des fins politiques; et
- réaliser une certaine stabilisation des prix du pétrole à des niveaux qui soient raisonnables tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

Le prix du pétrole est effectivement resté bas durant bien des années et il était devenu nécessaire qu'un certain mouvement à la hausse reflète le coût accru de la production des nouvelles sources d'énergie traditionnelles et autres.

Nous nous employons particulièrement à assurer que des mesures soient prises pour éviter l'effondrement économique de tous les pays en voie de développement qui doivent compter beaucoup sur les importations de pétrole. Un accroissement global de l'aide au développement, au niveau bilatéral et par l'intermédiaire des institutions multilatérales, s'impose d'urgence de la part de tous les grands donateurs traditionnels et de tous ceux qui ont bénéficié d'une augmentation des revenus du pétrole. Cet accroissement doit aller de pair avec une réévaluation de la répartition géographique et de la composition des programmes d'aide, sur les plans tant bilatéral que multilatéral, à la lumière des effets différents que la majoration des prix du pétrole a eus sur les divers pays en voie de développement.

L'incertitude actuelle quant au niveau éventuel des prix du pétrole dans le monde rend évidemment très difficile de prévoir les effets de la situation même sur une période d'un an. Nous nous trouvons tout de même devant certains faits inéluctables. Presque les trois quarts des pays en voie de développement ne produisent pas l'énergie qui leur est nécessaire. Selon une évaluation des besoins en pétrole faite avant octobre 1973, ces pays pourraient s'attendre à payer pour leurs importations de pétrole en 1974 le triple du montant qu'ils ont versé pour ces importations en 1973. C'est dire que, sur le plan du change étranger, il leur faudrait, sans doute réduire sérieusement leurs autres importations essentielles, à moins d'épuiser des réserves déjà faibles de devises étrangères.

Le montant de l'aide octroyée aux pays en voie de développement était approximativement le double du montant des dépenses à faire pour les importations de pétrole de ces pays en 1972. Par contre, en 1974, le montant des importations de pétrole pour tous les pays les moins avancés pourrait atteindre